

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERROGLOBE FRANCE

Usine des Clavaux
38220 Livet-et-Gavet

Références : 2025-Is085TS2
Code AIOT : 0006102997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement FERROGLOBE FRANCE implanté Usine des clavaux Route des 6 Vallées 38220 Livet-et-Gavet. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de contrôle sur la réglementation liée aux appareils contenant des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROGLOBE FRANCE
- Usine des clavaux Route des 6 Vallées 38220 Livet-et-Gavet
- Code AIOT : 0006102997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERROPEM (désormais FERROGLOBE FRANCE), spécialisée dans la production de ferroalliages et d'énergie électrique, produit sur son site de Livet-et-Gavet (site des Clavaux) du silicium destiné à la fabrication de silicones, au marché photovoltaïque et au marché de la métallurgie ; les fumées de silice sont récupérées et revendues à l'industrie du béton et des fibrociments.

L'usine des Clavaux existe depuis 1897. La production de ferrosilicium débute en 1961, puis celle de silicium à compter des années 1970-1980. Le site est exploité par la société FERROPEM depuis 2005.

A partir de 2016, FERROGLOBE FRANCE devient le nouvel exploitant.

Le site est localisé en rive gauche de la moyenne vallée de La Romanche. Il fonctionne 24h/24, 7j/7.

Depuis 2022, le site est revenu sur un mode de fonctionnement saisonnier : les fours sont arrêtés en période hivernale.

Le site emploie 152 personnes intérimaires compris hors période d'arrêt (chiffre d'octobre 2024).

Les activités du site sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 modifié par arrêté du 14/08/2020 suite au réexamen IED des conditions d'exploitation.

Lors de la visite d'inspection le site était en arrêt de production.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Appareils PCB

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Interdiction détention PCB entre 50 et 500 ppm	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Justification du traitement des appareils contenant des PCB	Arrêté Ministériel du 07/01/2014, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
4	Teneur en PCB des appareils	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26	Demande d'action corrective	3 mois
5	Déclaration des appareils contenant des PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-27	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Rétentions	AP Complémentaire du 18/07/2008, article 7.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction détention PCB > 500 ppm	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence plusieurs non-conformités :

- Un appareil contient plus de 50 ppm de PCB et aurait dû être éliminé ou décontaminé avant le 1er janvier 2017. De plus aucun marquage ni étiquetage n'indique la teneur en PCB de cet appareil ;
- Le marquage de certains appareils, ayant été décontaminé, n'est plus complètement visible ;
- Pour trois appareils, fabriqués en 1992, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'analyses permettant de connaître la teneur en PCB ;
- L'inventaire national n'est pas à jour, la dernière mise à jour datant de 2017 ;
- L'inspection constate que les rétentions des transformateurs CEM n°25224, CEM n°25225 (>50 ppm en PCB) et CEM n°25226 situés en extérieur ne paraissent pas étanches, des coulures huileuses sont visibles sur le sol et des boudins absorbants sont disposés au pied de celles-ci.

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de trois mois à compter de réception du présent rapport d'inspection, de se mettre en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction détention PCB > 500 ppm

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-20
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : La détention d'appareils contenant des PCB ou tout mélange de ces substances dont la teneur ou la teneur cumulée est supérieure à 500 ppm en masse, est interdite.
Constats : Aucun appareil contenant plus de 500 ppm de PCB n'a été constaté lors de la visite parmi les 20 transformateurs inspectés sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction détention PCB entre 50 et 500 ppm

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB : <ul style="list-style-type: none">• à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ;• à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ;• à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.
Constats : Parmi les 20 transformateurs inspectés sur site, l'appareil CEM n°H.25225, fabriqué en 1970 et contenant 6,2 tonnes d'huiles diélectriques a fait l'objet d'une analyse en 2020 indiquant une teneur en PCB de 60 ppm. Ce transformateur n'est plus en service mais est toujours stocké sur le site, en extérieur, vers le système de traitement des fumées de Silice. Aucun marquage ni étiquetage n'indique la teneur en PCB de cet appareil. L'exploitant précise avoir demandé un cahier des charges en vu de sa destruction ou de sa décontamination.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de détruire ou de décontaminer cet appareil sous 3 mois et de transmettre le certificat relatif à l'inspection sous 1 mois après la réalisation de l'opération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Justification du traitement des appareils contenant des PCB

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/01/2014, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : En cas d'élimination d'un appareil ou d'une décontamination, le détenteur conserve les justificatifs de traitement cinq ans après la date d'élimination/de décontamination prévue par l'échéancier national. [...]
Constats : Les 4 appareils suivants, dont la teneur en PCB était comprise entre 50 et 500 ppm, ont été éliminés et ne sont plus présents sur site : <ul style="list-style-type: none">• France Transfo n°104455, fabriqué en 1979 et contenant 0,490 t d'huiles diélectriques ;• Merlin Gérin n°700092, fabriqué en 1970 et contenant 0,840 t d'huiles diélectriques ;• ACEG France Transfo n°D3818, fabriqué en 1982 et contenant 0,33 t d'huiles diélectriques ;• Merlin Gérin n°73.0914, fabriqué en 1973 et contenant 0,463 t d'huiles diélectriques. L'exploitant a transmis à l'inspection les certificats attestant de l'élimination de ces appareils. L'appareil suivant, dont la teneur en PCB était comprise entre 50 et 500 ppm, a été éliminé et n'est plus présents sur site : ACEG n°4555, fabriqué en 1953 et contenant 0,66 t d'huiles diélectriques. L'exploitant n'est pas en mesure de transmettre à l'inspection un certificat attestant de son élimination. Toutefois compte tenu de la date de fabrication de l'appareil (1953), le certificat d'élimination n'est plus éligible réglementairement au moment de l'inspection. Les 5 appareils suivants, inspectés lors de la visite, dont la teneur en PCB était supérieure à 50 ppm, ont été décontaminés pour contenir désormais une teneur en PCB inférieure à 50 ppm : <ul style="list-style-type: none">• CEM n°H20854, fabriqué en 1956 et contenant 7 t d'huiles diélectriques ;• Merlin Gérin n°751551, fabriqué en 1975 et contenant 0,447 t d'huiles diélectriques ;• Merlin Gérin n°70.0959, fabriqué en 1970 et contenant 0,347 t d'huiles diélectriques ;• ACEG n°14124, fabriqué en 1971 et contenant 0,665 t d'huiles diélectriques ;• ACEG n°14125, fabriqué en 1971 et contenant 0,665 t d'huiles diélectriques. L'exploitant a transmis à l'inspection les certificats attestant de la décontamination de ces appareils. Un marquage, précisant que l'appareil a été décontaminé, est présent. Toutefois, certains marquages ne sont pas indélébiles et ne sont plus entièrement visibles (CEM n°H20854 et Merlin Gérin n°70.0959).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'apposer, sous 3 mois, un marquage indélébile sur l'ensemble des appareils le nécessitant, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 7 janvier 2014 relatif aux modalités d'analyse et d'étiquetage et aux conditions de détention des appareils contenant des PCB.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Teneur en PCB des appareils

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'appareils susceptibles de contenir des PCB est tenu d'en connaître la teneur. [...]
Constats : L'exploitant tient à jour un tableau listant l'ensemble de ses équipements électriques et précisant notamment les éléments suivants : localisation, repère, marque, n° de série, puissance, année de fabrication, poids total, poids de l'huile, teneur en PCB et maintenance. L'inspection a également vérifié la présence de bordereaux d'analyses permettant de justifier les teneurs annoncées. L'appareil suivant, inspecté lors de la visite, contient d'après les dernières analyses, entre 50 et 500 ppm de PCB : CEM n°H.25225. Fabriqué en 1970 et contenant 6,2 tonnes d'huiles diélectriques, il contient, d'après la dernière analyse de 2020, 60 ppm de PCB (cf. point de contrôle n°2). Les 11 appareils suivants, inspectés lors de la visite, contiennent d'après les dernières analyses, moins de 50 ppm de PCB : <ul style="list-style-type: none">• CEM n°H18399, fabriqué en 1956 et contenant 6,2 t d'huiles diélectriques ;• Jeumont Schneider n°94515, fabriqué en 1965 et contenant 10,7 t d'huiles diélectriques ;• ACEG n°6940, fabriqué en 1961 et contenant 0,465 t d'huiles diélectriques ;• Jeumont Schneider n°89360, fabriqué en 1972 et contenant 6 t d'huiles diélectriques ;• CEM n°H25226, fabriqué en 1970 et contenant 6,2 t d'huiles diélectriques ;• CEM n°H25224, fabriqué en 1970 et contenant 6,2 t d'huiles diélectriques ;• Jeumont Schneider n°89357, fabriqué en 1972 et contenant 14 t d'huiles diélectriques ;• France Transfo n°124397-01, fabriqué en 1983 et contenant 0,645 t d'huiles diélectriques ;• Merlin Gérin n°32335, fabriqué en 1971 et contenant 0,1 t d'huiles diélectriques ;• CEM n°25117, fabriqué en 1969 et contenant 5,7 t d'huiles diélectriques ;• France Transfo n°184309-01, fabriqué en 1991 et contenant 0,4 t d'huiles diélectriques. Les 5 appareils suivants, inspectés lors de la visite, contiennent d'après les dernières analyses moins de 50 ppm de PCB à la suite de leur décontamination : <ul style="list-style-type: none">• CEM n°H20854, fabriqué en 1956 et contenant 7 t d'huiles diélectriques ;• MG n°751551, fabriqué en 1975 et contenant 0,447 t d'huiles diélectriques ;• Merlin Gérin n°70.0959, fabriqué en 1970 et contenant 0,347 t d'huiles diélectriques ;• ACEG n°14124, fabriqué en 1971 et contenant 0,665 t d'huiles diélectriques ;• ACEG n°14125, fabriqué en 1971 et contenant 0,665 t d'huiles diélectriques. Les 3 appareils suivants, inspectés lors de la visite, contiendraient d'après le tableau interne de l'exploitant moins de 50 ppm de PCB : <ul style="list-style-type: none">• Tamini n°64049, fabriqué en 1992 et contenant 8 t d'huiles diélectriques ;• Tamini n°64050, fabriqué en 1992 et contenant 8 t d'huiles diélectriques ;• Tamini n°64051, fabriqué en 1992 et contenant 8 t d'huiles diélectriques. Toutefois, aucune analyse n'est disponible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour les 3 appareils suivants : Tamini n°64050, Tamini n°64051 et Tamini n°64049, conformément à l'article R. 543-26 du Code de l'environnement et compte tenu de leur année de fabrication, il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de soit :

- démontrer qu'ils sont hermétiquement scellés ;
- démontrer qu'aucun fluide diélectrique contenant un mélange d'isomère dont le numéro de registre CAS est le 76253-60-6 n'a été ajouté avant le 18 juin 1994 et que l'appareil n'a pas de plaque indiquant UGILEC-T ;
- effectuer une analyse permettant de justifier de leur teneur en PCB.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

N° 5 : Déclaration des appareils contenant des PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-27
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détenction d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : Les détenteurs d'un appareil dont le volume de fluide contenant ou susceptible de contenir des PCB est supérieur à 5 dm ³ sont tenus d'en faire la déclaration à l'inventaire des appareils contenant des PCB. Les détenteurs tiennent à jour les informations les concernant. Dans le cas des condensateurs électriques, le seuil de 5 dm ³ est défini comme la somme des volumes contenus par les différents éléments d'une unité complète. [...]
Constats : La dernière mise à jour de l'inventaire effectué par l'exploitant date du 7 août 2017. Les 11 appareils suivants (n° de série) ne sont pas déclarés à l'inventaire : <ul style="list-style-type: none">• n°700092 ;• n°D3818 ;• n°751551 ;• n°94515 ;• n°89360 ;• n°89357 ;• n°25117 ;• n°184309 ;• n°64049 ;• n°64050 ;• n°64051. Les 3 appareils suivants (n° de série) ne sont pas à jour dans l'inventaire : <ul style="list-style-type: none">• n°H18399 : la teneur en PCB indiquée est supérieure à 50 ppm alors qu'elle est inférieure d'après les dernières analyses) ;• n°D1318 : l'appareil a été détruit il convient de mettre à jour et de joindre le BSD ;• n°25224 : la teneur en PCB indiquée est supérieure à 50 ppm alors qu'elle est inférieure d'après les dernières analyses.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'inventaire sous 3 mois conformément au R. 543-27 du Code de l'environnement. Pour toute demande d'accès à la plateforme (codes, identifiants), l'exploitant peut s'adresser à l'assistance électronique de l'inventaire PCB (inventaire.pcb@ademe.fr) en indiquant son numéro détenteur (1301) et sa dénomination (FERROPEM) pour le site de Livet et Gavet
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
Constats : L'inspection constate que les rétentions des transformateurs CEM n°25224, CEM n°25225 (>50 ppm en PCB) et CEM n°25226 situés en extérieur ne paraissent pas étanches. Des coulures huileuses sont visibles sur le sol et des boudins absorbants sont disposés au pied de celles-ci.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de se conformer, sous 3 mois, aux prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-06759 du 18/07/2008. Cette action est également rendue nécessaire au titre de l'article 6 de l'arrêté du 7 janvier 2014 relatif aux modalités d'analyse et d'étiquetage et aux conditions de détention des appareils contenant des PCB. Enfin, il est rappelé à titre informatif compte tenu de la possible pollution des sols engendrée par cette situation, que conformément à l'article 12 de l'Arrêté Ministériel du 07/01/2014, en cas de cessation d'activité, le détenteur de l'appareil est tenu de remettre en état le site sur lequel l'appareil est localisé. En particulier, l'appareil est évacué dans des conditions de transport adaptées à la dangerosité et dans une installation dûment autorisée à traiter ce type d'appareils. En cas de doute sur une éventuelle contamination du milieu, le détenteur réalise l'ensemble des analyses et prend les mesures prévues à l'article 17 (dont notamment la réalisation d'analyses et en cas de pollution aux PCB élimination des terres et matériaux souillés).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois